

PROTOCOLE D'ENTENTE AVEC LES MEMBRES CIVILS DE LA GRC (PE MC GRC)****RÉSUMÉ DES DISPOSITIONS SPÉCIALES : SOUS-GROUPES ESS ET TRL****

- S'applique uniquement aux membres civils de la GRC au moment de leur intégration à la fonction publique.
- Tout élément non mentionné dans le présent résumé sera assujéti aux conditions des conventions collectives pertinentes.
- Téléchargez l'entente provisoire avec les EC [ici](#) / Téléchargez l'entente provisoire avec les TR [ici](#).

ENJEU		VOS DROITS EN VERTU DE CETTE ENTENTE
1	Admissibilité	Les mesures de transition prévues dans le PE MC GRC viseront tous les membres civils des sous-groupes ESS et TRL qui intègrent la fonction publique. Elles s'appliqueront à un membre tant qu'il demeurera au sein de l'unité de négociation des TR ou des EC à la GRC.
2	Heures de travail	Les membres civils travailleront moins d'heures pour la même paie – une semaine de 37,5 heures avec une pause de dîner non rémunérée et le même salaire annuel/hebdomadaire. Un membre qui devra travailler pendant sa pause de dîner sera payé au taux des heures supplémentaires.
3	Crédits de congés annuels existants	Les banques de congés accumulées et non utilisées seront maintenues lors de l'intégration à la fonction publique, ce qui inclut les crédits de congés annuels, les heures compensatoires, les interventions opérationnelles et les crédits pour poste isolé. On ne fera aucun calcul au prorata; par exemple, une banque de 160 heures comptera pour 21,3 jours, et non pour 20 jours, parce que la journée normale de travail sera de 7,5 jours au lieu de 8 heures pour les MC.
4	Accumulation de congés annuels	Les membres civils conserveront le taux d'accumulation des MC de la GRC en vigueur au moment de leur intégration, jusqu'à ce qu'ils atteignent le seuil suivant. À ce moment-là, ils passeront aux modalités d'accumulation prévues par la convention collective (EC et TR, 0 à 8 ans de service : 15 jours; 8 à 16 ans de service : 20 jours; 16 à 17 ans de service : 22 jours; 17 à 18 ans de service : 23 jours; 18 à 27 ans de service : 25 jours; 27 à 28 ans de service : 27 jours; plus de 28 ans de service : 30 jours). En vertu des conventions collectives, chaque membre civil a droit une seule fois à cinq (5) jours de vacances, ainsi qu'à deux (2) jours de congés personnels par année.
6	Ajustement des congés annuels	Quarante (40) heures additionnelles seront créditées à chaque membre civil à titre de congés annuels au moment de l'intégration.
7	Congés de maladie	Au moment de leur intégration, les membres civils se verront allouer une banque initiale de 65 jours de congé de maladie, ou dix (10) jours par année de service, selon le chiffre le plus élevé. Conformément aux dispositions des conventions collectives, ils ajouteront du temps à cette banque au taux suivant : 9,375 heures par mois civil au cours duquel l'employé touchera une paie pour au moins soixante-quinze (75) heures (15 jours par année). Les crédits de congés de maladie alloués, mais non utilisés s'accumuleront dans sa banque de congés. Le Régime d'assurance-invalidité de la fonction publique offre une prestation mensuelle imposable égale à 70 % de votre taux de rémunération mensuel, payable après 13 semaines continues d'invalidité totale, ou lorsque votre banque de congés de maladie est épuisée, la date la plus tardive étant retenue.
8	Réinstallation à la retraite	Les prestations de réinstallation à la retraite sont maintenues pour les personnes admissibles en raison d'une réinstallation survenue avant leur intégration.
9	Funérailles et inhumation	Les allocations pour funérailles et inhumation sont maintenues. Au moment de la retraite, elles continueront d'être versées jusqu'au décès.
10	Augmentation salariale	La date anniversaire de l'augmentation salariale sera la date à laquelle l'ancien membre civil a reçu sa dernière augmentation.
11	Parité	Sur demande écrite de l'ACEP, l'Employeur intégrera au présent PE les mesures de transition visant les membres civils négociées avec un autre agent négociateur (syndicat) d'ici à la date d'intégration à la fonction publique qui sont plus généreuses que les mesures énoncées dans la présente entente.